

## Burundi : trois blessés dans une nouvelle attaque à la grenade

Arrib News, le 28/05/2021 à 14h00 Source AFP Au moins trois civils ont été blessés par l'explosion de grenades jeudi soir dans la ville de Muramvya, au centre du Burundi, a-t-on appris vendredi auprès de témoins et d'une source administrative, trois jours après des attaques similaires à Bujumbura. "Deux grenades ont explosé juste après 19H00 près d'un bar de Muramvya alors que des gens étaient attablés (...) Dieu nous a protégés car il n'y a eu que trois blessés dont un grièvement", a déclaré sous couvert d'anonymat l'un des témoins interrogés par l'AFP.

Cette information a été confirmée par une source administrative qui a précisé que les "criminels ont profité d'un moment où le courant venait d'être coupé pour commettre leur forfait." "On n'a pas pu les arrêter mais des opérations de ratissage ont été lancées pour tenter de les retrouver", a ajouté cette source. De nombreux soldats et policiers ont selon des témoins été déployés, fouillant passants et véhicules. Mardi soir à la même heure, trois attaques simultanées à grenade ont visé des arrêts de bus de Bujumbura, la capitale économique, faisant, selon les sources, entre deux et sept morts ainsi que des dizaines de blessés. Après les attaques de mardi, le gouvernement a déclaré que ces dernières avaient pour objectif de "ternir l'image du Burundi", au moment où le pays accueille la 51e réunion du comité consultatif permanent de l'ONU chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, qui doit se clôturer vendredi. A Muramvya, au moins douze personnes, dont un officier supérieur de l'armée, ont été tuées d'un coup de feu dans une embuscade tendue par un groupe armé non identifié. Les autorités n'ont jusqu'ici pas communiqué sur les résultats des enquêtes concernant des attaques de ce type, mais de nombreux militaires retraités des ex-FAB, l'ancienne armée burundaise à dominante tutsi, et soupçonnés d'appartenir au groupe rebelle RED-Tabara, ont récemment été arrêtés, selon des témoins interrogés par l'AFP. Un responsable sécuritaire a lui-même évoqué auprès de l'AFP, sous couvert d'anonymat, la possibilité que les attaques aient été commises par des "Imbonerakure mécontents", du nom du mouvement de jeunesse du parti au pouvoir. "Certains ont perdu les avantages dont ils jouissaient depuis des années depuis l'entrée en fonction du président (Evariste) Ndayishimiye", a pointé cette source.